



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **25 JUIL. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24 juillet 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Tuilerie THIBAUT**

5 Grande Rue  
77120 Beaufeuil-Saints

Références : E25 - **1771**  
Code AIOT : 0006502564

#### **1) Contexte.**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 juillet 2025 de la carrière d'argile à ciel ouvert exploitée par la société Tuilerie THIBAUT, située sur le territoire de la commune de Beaufeuil-Saints (77120). L'inspection a été annoncée le 22 juillet 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- THIBAUT
- 5 Grande Rue - 77120 Beaufeuil-Saints
- Code AIOT : 0006502564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Tuilerie Thibault est autorisée par arrêté préfectoral n° 01 DAI 2M 040 du 23 juillet 2001 à exploiter une carrière à ciel ouvert d'argile sur la commune de Beaufeuil-Saints.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-16	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-19	Sans objet
2	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article IV-3-2-2	Sans objet
3	Incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article IV-5	Sans objet
4	Décapage des terrains	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-7	Sans objet
6	Distances limites et zones de protection	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-18	Sans objet
7	Transport des matériaux	Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article IV-8	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société TUILERIE THIBAUT devra compléter le registre sur la traçabilité des remblais extérieurs avec l'origine des chantiers et un plan permettant de localiser les zones remblayées avec ces déchets inertes extérieurs.

Elle devra également mettre en place des bordereaux de suivi de ces remblais extérieurs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-19
<b>Thème(s) :</b> Autre, -
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral sur lequel sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li> <li>• les zones en cours d'exploitation,</li> <li>• les zones déjà exploitées non remises en état,</li> </ul>



- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- la position des éléments visés à l'article III-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,.....). Il sera notamment joint un relevé mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

(...)

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté le plan en date du 23 juillet 2025 de la carrière présentant les zones en cours d'exploitation et les zones remises en état.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 2 : Eaux pluviales**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article IV-3-2-2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Qualité des eaux rejetées

#### **Prescription contrôlée :**

Les eaux rejetées sont composées uniquement des eaux pluviales.

I - Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

Cf. tableau des valeurs limites

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-034, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

II - Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

III - Le rejet des eaux pluviales est effectué dans le réseau communal. L'exploitant fait procéder à un contrôle tous les 3 ans des rejets aqueux sur les paramètres décrits dans le tableau ci-dessus. Les résultats sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant ne rejette pas les eaux pluviales ruisselant au fond de la fosse, à l'extérieur de la carrière. Les eaux pluviales s'infiltrent à travers un puits d'infiltration situé à l'extrémité sud de la fosse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article IV-5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention et protection contre le risque incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation et notamment le locotracteur électrique sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport du 22 octobre 2024 de contrôle des extincteurs, effectué par la société TSI.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Décapage des terrains**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-7

**Thème(s) :** Risques chroniques, -

**Prescription contrôlée :**

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

**Constats :**

Les terres sont décapées sur une bande d'environ 4 m, à partir de la fosse d'exploitation, et sur une épaisseur d'environ 30 cm jusqu'au gisement d'argiles.

Les terres végétales sont stockées sur site et réutilisées pour le réaménagement de la carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 5 : Remblayage de la carrière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Apports extérieurs inertes
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.  Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.  L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les remblais extérieurs ne proviennent que d'une seule société, un maçon local. Il s'agit de terre de terrassement.  L'exploitant a présenté le registre de la traçabilité des remblais extérieurs. Celui-ci ne précise pas l'origine des chantiers et n'est pas accompagné d'un plan permettant de localiser les zones remblayées avec ces déchets inertes extérieurs.  L'exploitant n'a pas mis en place de bordereau de suivi de ces remblais extérieurs.  Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne sont pas déversés directement dans la fouille.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La société TUILERIE THIBAUT devra compléter le registre sur la traçabilité des remblais extérieurs avec l'origine des chantiers et un plan permettant de localiser les zones remblayées avec ces déchets inertes extérieurs.  L'exploitant devra mettre en place des bordereaux de suivi de ces remblais extérieurs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Distances limites et zones de protection**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article III-18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, -
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur
<b>Constats :</b>  Les bords d'excavations de la fosse se trouvent à une quinzaine de mètres au plus proche des limites de propriété.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Transport des matériaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2001, article IV-8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, -
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matériaux extraits de la carrière sont évacués vers la fabrique de tuiles dans des wagonnets tractés par un locotracteur électrique.
<b>Constats :</b>  Des rails permettent de faire circuler des wagonnets de la fosse de la carrière jusqu'à l'usine de production de tuiles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite